

La prévention entre intérêt général et contrôle social

Vincent Magos¹

Jusqu'à quel point la prévention contribue-t-elle à l'intérêt général ou organise-t-elle une forme de contrôle social ?

Voilà donc plus de 30 ans que je mène des programmes de prévention. En regardant dans le rétroviseur et en réfléchissant au trajet parcouru, je peux prendre la mesure de la cohérence (ou non) et de la suite du voyage à accomplir par d'autres.

L'inconscient, sourd à l'information

Quand j'ai commencé à créer des campagnes de prévention, nous réagissions contre la morale bien pensante de *l'éducation sanitaire*, visant à ce que le public adopte des comportements *sains*. Nous n'étions pas loin des préceptes déclarant « Vous représentez l'élite de la race, vous auxquels un seul instant d'imprudence peut faire perdre le bénéfice de nombreuses années »² A cette époque, régnaient encore des messages tels *Le tabac t'abat* nous étions encore dans une orientation paternaliste et médicale où il s'agissait de lutter contre les fléaux, d'éviter les comportements nocifs, maladies vénériennes, alcoolisme, etc... Protection des plus faibles ou conservation de la force de travail les masses laborieuses ? Pas toujours simple à trancher.

Dans la foulée de mai 68 et de slogans tels, *mon corps m'appartient* naissait un autre rapport au savoir et à la santé. En Belgique des associations comme le GERM constituaient de réels creusets de théorie ; les maisons médicales, centres de planning familial, de santé mentale tissaient un réseau de pratiques de proximité ; Foucault, Illich, David Cooper, Norbert Ben Saïd entre autres nous aidaient à penser. Nous avons créé Question Santé et participé à ce mouvement de réappropriation de la santé, au-delà du paradigme de la pathogénèse et des corrections à apporter.

Et l'on pourrait dire qu'une part importante de la prévention est construite aujourd'hui encore sur cette base : grâce à une information bienveillante et à sa portée, le public va pouvoir adopter des comportements au mieux de ses intérêts.

Est-ce suffisant ? Bien sûr que non. Et c'est là une première tension : croire que notre fonctionnement serait rationnel.

¹ Journée d'étude « Nous, Service public et intérêt général » - Bruxelles, Palais des académies - 27 octobre 2015

² Cité par De Luca Barrusse Virginie, in « Le genre de l'éducation à la sexualité des jeunes gens (1900-1940). », Cahiers du Genre 2/2010 (n° 49) , p. 155-182

Eclairé par la psychanalyse, nous prenions pour un acquis le fait que le moi conscient n'est pas maître en sa demeure, et nous en tenions compte dans nos programmes. Dans sa dénomination, Yapaka le rappelle.

Cette tension, nous n'avons pas arrêté de la rencontrer : à combien de responsable n'a-t-il pas fallu expliquer – avec des succès très relatifs – qu'il ne suffit pas d'être informé de la protection... d'un préservatif, par exemple pour l'utiliser. Cette tension, j'y reviendrai est au cœur de l'illusion actuelle d'un monde rationnel et chiffrable.

Tenir compte du facteur inconscient a donc été un des ingrédients essentiels de notre travail.

Protéger. Surprotéger ?

En matière de prévention, le rôle de l'Etat, son rôle à la fois « redistributeur » et protecteur des plus faibles, consiste à mettre en place des mécanismes qui s'adressent à tout le monde de manière indistincte, donc équitable. La création des égouts reste sans doute une des plus importantes mesures de santé publique. Les programmes de vaccination, les consultations périnatales ou scolaires relèvent également de ces mécanismes « redistributeurs ».

Les programmes de vaccination constituent un bon modèle de « l'intérêt général » puisqu'il suffit d'un pourcentage suffisant de personnes vaccinées pour arrêter une épidémie. Tout le monde ne doit pas être vacciné.

Ce rôle de protecteur de l'Etat est en tension sur au moins trois points :

- 1.** La santé est un marché et certains mécanismes nuisent à la libre entreprise, nous y reviendrons. Il n'est parfois pas clair de déterminer la séparation entre les intérêts de certains lobbys et des considérations éthiques plus ou moins sérieuses. En Belgique par exemple, il n'y a pas, comme dans d'autres pays, une fluorisation de l'eau. La prévention de la carie dentaire étant laissée à l'initiative de chacun et la fluorisation aux seuls dentifrices dont l'utilisation est non seulement très inégale mais insuffisante (idéalement, il faut fluorure topique et le fluorure systémique).
- 2.** Mais, seconde tension, l'horreur du risque zéro de la part du politique et l'attente parfois infantile de la part du citoyen place l'Etat dans ce rôle de Big mother, pour reprendre l'expression de Michel Schneider. Et nous voilà alors étouffés par un arsenal de lois et dispositifs qui nous empêchent de manger le fromage d'un artisan ou nous obligent à utiliser un marteau pour insérer une prise mâle dans une prise femelle. Cette surprotection des individus les déresponsabilise et constitue le premier pas d'un contrôle social. On commence par vérifier que les automobilistes ont bien bouclé leur ceinture et on finit par tester la teneur en cannabis dans la salive des lycéens, ou à l'embauche.
- 3.** De la protection, à la surprotection, on passe alors insensiblement à l'intrusion dans la vie privée, à la police des familles.

Ce mouvement va de pair avec une velléité de vouloir légiférer, de manière de plus en plus précise les agissements des individus. Les grands principes législatifs ne suffiraient plus, il faut aller de détails en détails et, comme il en manquera toujours un, de nouvelles précisions seront *encore* nécessaires. Et ainsi se développe un mouvement infini qui va à l'opposé de l'effet recherché. Ceux qui connaissent nos travaux, reconnaîtront ici une des raisons qui font que nous pensons que des précisions législatives sur les châtimements corporels nuisent à la cause qu'elles voudraient défendre.

Exemple similaire : nous avons essayé d'appréhender la question des parents qui « oublient » leur enfant dans leur voiture. Jusqu'à quel point est-on responsable de son inconscient ? Sur ce plan, comment faire prévention ? Carrefour place des affichettes à l'entrée de ses grandes surfaces [DIA : Affiche Carrefour³] quant à la zone de police de Bruxelles-Nord, elle prévoit depuis 2014 « une sanction à l'encontre de parents qui laisseraient tout enfant de moins de 12 ans sans surveillance dans une voiture. »⁴. Efficace ? On peut en douter.

Le monde est angoissant, et de tout temps, une des manières de se prémunir de l'angoisse a résidé dans l'obsessionnalité. C'est-ce à dire dans la création et le respect de rituels. La multiplication de lois, des procédures, des tableaux de bords... relève du même processus psychique que la croyance dans les prières et genuflexions comme accès à la vie éternelle. Ou la danse de la pluie pour sortir de la sécheresse. L'angoisse n'est que très partiellement soulagée mais rien n'est réglé, que du contraire.

En effet ceux qui sont de l'autre côté du bâton sabotent, se défilent, entrent en clandestinité ou voient leurs symptômes déplacés. Ainsi, des politiques de dépistage systématique du sida auraient amenés une augmentation des risques. De la même manière un discours social qui enjoint de *totalemment* aimer son enfant augmente les risques de maltraitance de la part des personnes les plus fragiles. Car c'est bien parce qu'elle peut supporter son ambivalence qu'une mère sera adéquate. A l'inverse, une mère baignée dans un idéal de spots publicitaires et terrorisée à l'idée qu'on pourrait lui retirer son enfant craindra de demander l'aide dont elle a précisément besoin.

Changements individuels ou globaux ?

Aider les individus, favoriser leur autonomie, mais aussi supporter leurs mouvements intérieurs, sensibiliser, accompagner avant de contraindre... peut néanmoins être l'alibi qui masque de nécessaires régulations.

Prenons un exemple : il est maintenant clairement établi que la télévision, même les programmes soi-disant adaptés, est nocive pour les enfants de moins de trois ans. Pourtant

³ A l'entrée d'une grande surface Carrefour, une affiche « Il fait trop chaud. Ne laissez pas d'enfant ni de chien dans votre voiture ! »

⁴ Cité par Karim Fadoul - RTBF - [13 octobre 2015](#)

aucune interdiction ne vise ces chaînes. Pour être agréés, les structures d'accueil doivent être équipées de lits dont l'écart entre les barreaux ne dépasse pas 6,5cm, mais aucune règle en matière de télévision. Quant aux maternités labellisées « amies de bébés », elles pousseront sans gêne le forfait TV dans leurs chambres.

Certes, une sensibilisation sera faite et une signalisation *adéquate* créée. Mais on sait très bien que seuls les publics les plus privilégiés sont à même de se protéger. Quant aux autres, s'ils courent des risques, c'est leur libre choix, dira-t-on. C'est ce que l'on appelle « Blaming the victims ». La prévention regorge d'exemples où l'on vise des changements de comportements individuels alors qu'une démarche plus globale serait nécessaire.

Une partie très importante de la prévention est centrée sur l'individuel. Soit la responsabilité individuelle de celui qui a des pratiques à risque soit parce que l'individu aurait des caractéristiques, génétiques par exemple, à corriger ou réparer

Il en va de même pour l'affectation des budgets de recherche où l'on privilégiera pour l'hyperactivité par exemple les études sur le taux de dopamine (on sait maintenant que c'est de la foutaise) plutôt que sur les effets de l'exposition à la télévision, les classes surpeuplées, le déficit de temps consacrés au jeu libre...

La parole de l'Etat

Cela pose la question de la parole de l'Etat. Au prétexte du respect de la liberté individuelle, peut-elle être vide ? Ou pire molle ? J'ai toujours plaidé pour une parole forte ou plus exactement pour une mise en débat car c'est alors seulement que l'agora peut devenir le lieu de la pensée et de la complexité et donc du refus des solutions simplistes qui toujours éloignent de la démocratie.

Prenons quelques exemples :

1. De nombreuses **solutions techniques** viennent boucher une question, c'est vrai pour des dispositifs électroniques (filtres parentaux, puces GPS...) mais aussi pour des médicaments. Il est amusant de retrouver une des premières campagnes que j'ai réalisées. [DIA : Affiche « Seule »⁵] Quatre personnages exprimaient une difficulté « Monique m'a abandonné... », « Alain m'a quitté », « Deux ans de chômage », « Seule... » et en réponse « Les médicaments n'y changeront rien », le tout suivi d'une 5^{ème} affiche venant en second temps et invitant à la parole. Je n'ai pas le temps de préciser comment ce type de campagne peut fonctionner, comment provoquer le débat sans stigmatiser l'utilisateur.

La campagne que nous lancerons demain [DIA : Affiche Hyperactif⁶] « Enfants hyperactifs, le médicament n'est pas LA solution » indique une certaine continuité... Il est vrai que la

⁵ Extrait de la campagne de Question Santé – Février 1984 – 5 affiches

⁶ Campagne Yapaka – octobre 2015

ténacité des firmes est également exemplaire. [DIA : Affiche Carrefour] [DIA : Pub Equasim⁷]. On voit ici une molécule semblable à la Rilatine qui promet une bonne journée aux écoliers.

Mentionnons au passage, l'importance de décliner les messages de manière multiple tant en termes de support (texte, vidéo, Internet...) que de tonalité, sans craindre l'humour parfois, afin d'aider les intervenant différentier rigueur de rigidité [VIDEO Parents bonheur⁸].

Cynthia Fleury évoque l'humour, la *Vis comica*, « la possibilité, face à un sentiment de contrainte, de limitation, d'absurde, de douleur ou de réalité sociale emprisonnante, de faire surgir le réel. Cela donne le sentiment à un sujet victime de récupérer de la puissance d'agir. Malgré tout, par l'humour, il construit un autre espace temps. (...) C'est une autre manière de dire la relativité.⁹

2. L'exclusion

Comment une société intègre l'altérité est un problème récurrent. Au début de l'épidémie du Sida se sont posé ainsi toute une série de question et, même quand les modes de contamination, furent clarifiés, l'angoisse ne disparut pas pour autant. L'information, ne suffit jamais – on l'a déjà dit – et certains imaginèrent isoler les séropositifs sur une île, dans des camps, organiser des dépistages à l'embauche ou même à l'entrée des crèches. A titre d'illustration, je vous présente un des spots que nous avons réalisé à l'époque [VIDEO Sida¹⁰]

Comme vous pouvez le voir, il ne faut ni moyens techniques énormes, ni acteurs prestigieux, ni voiture rutilante ou palmiers pour faire entendre la parole de l'Etat. Il faut, par contre, beaucoup, beaucoup de temps : un travail d'équipe, une attention aux détails, reprendre et reprendre sans cesse le métier et ne pas craindre de mettre à la poubelle une campagne qui, lors des pré-tests, montrerait des effets indésirables.

La parole de l'Etat... La fin de l'Agence Prévention Sida, pour ceux qui ont connu cet épisode, a certes été un drame personnel, mais ce qu'il faut surtout rappeler aujourd'hui c'est le fait que cela n'a pas la même portée symbolique qu'un souci de prévention soit mené par l'Etat ou par une association. Qu'une parole **publique** soit émise. J'ai quelques désaccords avec des amis sur ces sujets. Ils me disent que l'Etat est lourd inefficace et... pleutre. Il me semble qu'avec Yapaka nous suggérons des pistes du possible.

Une autre manière d'exclure consiste à **cliver normal et pathologique**. Dans le domaine de la prévention de la maltraitance ou des abus sexuels, il est fréquent de mettre en avant le prédateur, prêts à fondre sur sa proie. Cela fait oublier que les abus sont dans 95% des cas

⁷ Publicité pour le médicament Equasym (SHIRE) « Pour une bonne journée à l'école ! »

⁸ Fausse publicité pour les « Pilules Parents-bonheur » - Yapaka 40'

⁹ Cynthia Fleury : « Être citoyen aujourd'hui, c'est un travail » in [Les Nouvelles / News 22 octobre 2015](#)

¹⁰ Spot « VU-mètre » - Agence Prévention Sida 1996 – Campagne « C'est le sida qu'il faut exclure, pas les séropositifs. »

intrafamiliaux. Dans cette démarche, on présente des monstres qui n'ont rien à voir avec le « bon père de famille ».

A l'inverse, parvenir à laisser entendre qu'il n'y a pas de cloison étanche entre le normal et le pathologique, mais bien un continuum, constitue le premier pas pour permettre d'appréhender ses ambivalences, ses bizarreries, ses zones d'ombres.

Nous avons par exemple lors d'une campagne présenté six spots différents qui abordaient des situations aussi diverses qu'une maman en difficulté avec les pleurs de son bébé et un père abuseur. Les relier dans une même campagne et indiquer la nécessité de demander de l'aide vise à encourager cette demande de la part des personnes en difficultés mais vise aussi, par identification, à renforcer la solidarité de manière plus générale. Seul le tissage du lien social permet d'empêcher les chutes. Les institutions ne sont jamais que les points d'ancrages de ce tissu.

Ne pas cliver, implique de ne pas céder sur la complexité, même quand on ne dispose que de 30 secondes pour exprimer un message.

Ou parfois il faut que le médium lui-même indique la complexité, tel le livre que nous avons édité et largement diffusé à l'approche du Procès Dutroux, au moment où naissait une importante émotion [DIA « Procès Dutroux, penser l'émotion »¹¹].

Que l'Etat invite le citoyen, le professionnel à penser, nous semble une tâche essentielle, jamais gagnée, et à en envisager au très long cours.

Et demain ?

Après ce rapide parcours dans le passé et le présent, voyons brièvement deux niveaux d'enjeux qui sont déjà actuels, notamment du fait des changements technologiques

1. Le corps augmenté

Mon médecin m'a rappelé l'importance de bouger et, pour en mesurer l'ampleur, a suggéré de m'équiper d'un bracelet qui comptabilise deux ou trois choses : le nombre de pas parcourus, les heures de sommeil... On voit immédiatement le passage du qualitatif au quantitatif. Ceci n'est pas neuf dans le **monde du travail** qui depuis la sortie de l'artisanat, est soumis à la mesure et au contrôle de manière de plus en plus précise. Aujourd'hui, les badges et autres systèmes peuvent mesurer les gestes et leur pénibilité, vibrer si vous vous tenez mal, savoir qui parle à qui, surveiller les niveaux d'implication ou de stress, connaître chacun des clics opérés sur un PC...

¹¹ Couverture du livre « [Procès Dutroux Penser L'émotion](#) » édité par Yapaka à l'approche du procès

Il en va de même pour les **activités sportives** : les joueurs de foot sont équipés de capteurs pour mesurer leur fatigue, leur déplacement, transformer la stratégie de jeu en temps réel.

La tendance s'étend avec l'arrivée, pour le grand public, de vêtements connectés, tels le PoloTech¹². Ainsi, peu à peu, on assiste à ce que Paul Ariès, nomme la sportivation¹³. Le sport comme idéal de vie, non comme plaisir ou détente, mais comme idéologie dans laquelle se retrouvent capitalisme et productivisme. Une idéologie qui met en avant les valeurs de performance, de record, de challenge, qui trie, hiérarchise et élimine les plus faibles.

Cette tendance rejoint le transhumanisme qui considère certains aspects de la condition humaine(le handicap, la souffrance, la maladie, le vieillissement ou la mort subie) comme inutiles et indésirables. Des bugs. Dans cette optique, les biotechnologies et d'autres techniques émergentes doivent permettre l'amélioration de la vie, l'élimination du vieillissement et l'augmentation des capacités intellectuelles, physiques ou psychologiques. (Wikipédia)

Ce fantasme de tous temps ouvre aujourd'hui la voie royale à toute une série de dispositifs.

Nous connaissons les lunettes, les pacemakers, les appareils auditifs et quantité de systèmes qui relèvent de la prévention secondaire.

Avec les patchs, nutriments, dopages mais surtout les trackers nous entrons dans la prévention primaire privatisée. **Google** en est un bon exemple. Comme vous le savez le holding de Google s'appelle maintenant Alphabet, le moteur de recherche n'en est plus qu'une branche tandis que **Calico** ou **Google X Lab** rassemblent des équipes de chercheurs qui construisent des outils de prévention.

Ingénieurs, biologistes, généticiens, médecins mettent au point, par exemple, un bracelet détecteur de cancer grâce à des nanoparticules avalées préalablement par le patient. Ou encore des lentilles de contact destiné à analyser le taux de glucose dans le sang.

Je ne vais pas faire ici la liste pléthorique des dispositifs existants ou sur le point de l'être. Ils ont en commun d'être de plus en plus précis, individuels et au profit d'un certain type d'économie.

Le tracker que je vais acheter, dont je payerai l'abonnement, me signalera tel ou tel risque et mon smartphone me dirigera rapidement vers le traitement approprié.

Mieux encore : les technologies de manipulation du génome telles CRISPR par exemple sont très avancées et font déjà l'objet de guerres de brevets et de privatisation.

¹² Ralph Lauren sort son PoloTech, un tee-shirt de sport connecté – [Frandroid](#) - 22 aout 2015

¹³ La sportivation de la vie par Paul Ariès, c'est loin d'être du sport – [Fing](#) - Aurialiej - 03 juin 2013

Qui, pour faire reculer la maladie ou la mort, ne payera pas ? Celui qui n'en a pas les moyens et qui est déjà largué, par ailleurs.

Quel peut-être le rôle de l'Etat dans ce paysage ? Comment mener encore des réflexions quant à des causes plus globales (la pollution atmosphérique, sonore, télévisuelle...) qui mériteraient des interventions autres qu'individuelles. Si la pollution est cause de maladies cardiovasculaires, quel est l'intérêt d'un traitement individuel de cette maladie, si ce n'est un intérêt privatisé.

Voulons-nous un État contrôleur et incitateur au plan individuel qui donne par exemple des abattements fiscaux à ceux qui ont des comportements sains et contribuent à maîtriser les dépenses d'une sécurité sociale peu à peu privatisée, ou un État ouvrant la focale. Rabattre ces questions au plan individuel revient à les occulter.

Une récente étude parue dans Nature¹⁴ estime à 3,3 millions le nombre de morts provoquées chaque année par la pollution de l'air extérieur, soit plus que le sida et le paludisme cumulés. En Allemagne, la pollution due aux véhicules tue deux fois plus de personnes que les accidents de la route. Autre angle : dans son dernier livre¹⁵, Pierre Larrouturou indique que selon une étude très sérieuse de l'Inserm, le chômage tue entre 15 et 20 000 personnes chaque année. Soit trois fois plus que les accidents de la route. Etc, etc...

En fait, si l'espérance de vie progresse encore, l'espérance de vie en bonne santé, elle, diminue. Excellent pour les marchés.

Larry Page, patron de Google voit l'avenir dans l'**intelligence artificielle**. Notre propre code, notre ADN, dit-il, est plus petit que n'importe quel système d'exploitation moderne, plus petit que Linux ou Windows (...). Donc les algorithmes de notre programme ne sont pas si compliqués que ça¹⁶.

Certes déjà en 2011, une tétraplégique pouvait actionner un bras robotisé grâce à un réseau d'électrodes implanté dans le cerveau¹⁷ et, au Brésil, Ivan Izquierdo travaille sur des molécules capables de modifier ou d'effacer des souvenirs douloureux¹⁸. Métaphore du disque dur.

¹⁴ The contribution of outdoor air pollution sources to premature mortality on a global scale- J. Lelieveld, J. S. Evans, M. Fnais, D. Giannadaki & A. Pozzer – [Nature 525](#), 367–371 (17 September 2015)

¹⁵ Non-assistance à peuple en danger. Fayard, octobre 2015.

¹⁶ Changing the world - Larry Page- [show transcript](#) – ABC - Saturday 24 February 2007 12:00AM (view full episode)

¹⁷ AFP - 06 octobre 2015 – [RTBF](#) – - Des paralysés contrôlent le curseur d'un ordinateur par la pensée

¹⁸ Mentionné par Miguel Benasayag in « Clinique du mal être. La "psy" face aux nouvelles souffrances psychiques », avec Angélique del Rey, Paris, La Découverte, février 2015 P 78

Qu'en est-il de l'inconscient dans un monde assisté d'intelligence artificielle ? La question est-elle saugrenue ? J'ai évoqué à quel point les vellétés de contrôle amènent des conduites de clandestinité. Comment intégrer la question du négatif qui n'est pas toujours si *négatif* que cela. Ceux qui travaillent avec les adolescents connaissent les équations dans lesquelles les prises de risques sont liées au nécessaire besoin de se différencier, de se séparer.

Il n'y a jamais eu autant d'injonction pour une alimentation saine et autant d'obésité. Et comme s'en inquiétait un article du British Medical Journal¹⁹ : cette surveillance de soi génère aussi de l'anxiété chez ceux qui les utilisent – à moins que cette anxiété ne soit une conséquence de cette utilisation, ou qu'il s'agisse ici pour certains d'une tendance obsessionnelle, juste destinée à calmer les angoisses et comme la surmesure génère surtout du surdiagnostic, on peut imaginer les loopings de rétroaction.

En fait, la santé, n'est pas qu'un processus technique, c'est aussi une manière de vivre, de se socialiser, de créer de la relation et de la connaissance... Une bonne manière d'en prendre la mesure est de penser au placebo. Quantité d'études mettent en évidence l'efficacité moyenne de 33% de l'effet dit «placebo» — tous types de pathologie et tous types d'intervention thérapeutique confondus. Cela vient pointer l'aspect relationnel du soin.

2. Big data & servitude volontaire

Ce qui va bien sûr de pair avec les trackers multiples, c'est le big data. Qui aurait pensé il y a 10 ans que bientôt 80% de la planète aura donné aux entreprises son empreinte vocale et son empreinte digitale et aura laissé prendre son empreinte de reconnaissance faciale. A cela s'ajoute son réseau de connaissances, ses goûts culturels, culinaires, sexuels, ses itinéraires et modes de conduite, et bientôt donc ses taux de glucose et autres données de santé. Ah, j'oubliais, séquençage ADN prénatal par prélèvement sanguin maternel.

Si l'on sait aujourd'hui à quel point ces données, croisées, ont de la valeur pour le marketing, que dire demain de leur intérêt pour un employeur, une compagnie d'assurance voire un service hospitalier. Prendra-t-on bientôt sa complémentaire santé chez Google? Sachez que c'est en route, via «Oscar Health», déjà valorisé à plus d'un milliard de dollars²⁰.

En septembre, la revue Nature²¹ publiait un article expliquant que pour que les avantages de la médecine numérique se réalisent pleinement, il faut que les données personnelles de santé soient partageables mais il faut également donner aux individus le droit de les partager ou non.

¹⁹ Can healthy people benefit from health apps? Itifat Husain, Des Spence - [BMJ 2015;350:h2520](#)

²⁰ Prendra-t-on demain sa complémentaire santé chez Google? Fabrice Epelboin - Les Experts - [23 septembre 2015](#)

²¹ Unpatients—why patients should own their medical data - Leonard J Kish& Eric J Topol - [Nature Biotechnology](#) - 33, 921–924 (2015)

Les auteurs proposent une plateforme et des standards qui permettent de partager ces données tout en protégeant la vie privée. A cette fin, un modèle peer-to-peer permet un partage des données contrôlé par les contributeurs eux-mêmes, sans passer par un tiers pour sa gestion ou son contrôle.

Cela pose la question des logiciels open source, c'est-à-dire contrôlables par l'utilisateur, par la communauté ou n'importe quelle instance mandatée. Quelles sont aujourd'hui les options de l'État dans ce domaine ?

De la même manière que je peine à sensibiliser mes collègues psychanalystes à se pencher sur ces enjeux en termes d'intimité et de vie psychique ; hélas, malgré mes interventions répétées, je ne suis jamais arrivé à convaincre mes collègues fonctionnaires de la priorité à accorder au soutien aux logiciels libres et ouverts. Non seulement, en Europe la majorité des administrations continuent d'utiliser des logiciels propriétaires, donc opaques, mais elles en ajoutent une couche avec de nouveaux dispositifs. Il y a de quoi s'inquiéter, par exemple, des logiciels de vie scolaire²² qui s'avèrent à la fois des outils de surveillance généralisée mais aussi d'incroyables vecteurs de déresponsabilisation des parents, des enseignants et des élèves.

Il faut avoir à l'esprit non seulement les aspects de contrôle auquel peuvent nous soumettre les entreprises, mais de modification notre perception de la réalité. D'autant plus quand elles trichent. La fraude de Volkswagen était possible grâce à quelques lignes de codes dans un programme propriétaire qui repérait le test de pollution et réglait, à ce moment là uniquement, le moteur de manière à donner les chiffres attendus.

VW n'aurait jamais osé si le logiciel avait été open-source. Comment faire confiance aux logiciels et à l'utilisation de nos données si nous n'en avons pas la maîtrise ?

Isoler le numérique, croire qu'il est séparé du politique, le laisser aux *spécialistes*, revient à se désintéresser du devenir de la démocratie, de la vie privée, de la subjectivité, de l'étendue de nos espaces psychiques.

Même si j'ai pris le point de vue de la prévention qui est mon métier, on voit que les quelques enjeux évoqués ici dépassent très largement ce domaine.

Mais on voit aussi que sur le fond, les enjeux nouveaux rejoignent les anciens, la question du contrôle exercée par le pouvoir est de tous temps. Les dispositifs techniques d'aujourd'hui doivent être saisis par « NOUS » . Bernard Stiegler que nous allons écouter dans un instant

²² Les logiciels de vie scolaire: l'outil de surveillance de l'Éducation nationale - Thomas Messias – Slate - [21.09.2015](https://www.slate.fr/story/111111)

développe la notion de « pharmakon » : le même produit peut être médicament ou poison. Chacun des services de l'Etat peut penser ces programmes à la lumière de cette appropriation. Micro exemple : le blog pour adolescentes que nous avons créé. Les ados peuvent y contribuer, se parler, s'entraider de manière anonyme et en postant leur contribution sans contrôle a priori. [DIA 100drine²³]

Je vais maintenant donner la parole à Claire-Anne Sevrin, qui notamment anime ce blog, et devrait pouvoir prendre mon relais, au-delà de cette prise de parole d'aujourd'hui.

²³ Le Blog de 100drine 100drine.be